



Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse

BUDGET FÉDÉRAL : UN (PETIT) PAS DE PLUS D'OTTAWA VERS UNE ASSURANCE MÉDICAMENTS ENTIÈREMENT PUBLIQUE

Montréal, 28 février 2018. - La Coalition solidarité santé salue l'annonce dans le budget Morneau de la création d'un Conseil consultatif dont le mandat sera d'étudier la possibilité d'instaurer un régime universel d'assurance médicaments au pays.

Cette annonce vient concrétiser un peu plus la [résolution](#) adoptée par le congrès du Parti libéral du Canada à la fin mai 2016 appuyant « officiellement un programme national et universel d'assurance médicaments comme priorité politique ».

Mais du même souffle, la Coalition se demande si le gouvernement Trudeau ne joue pas à étirer les études dans le temps pour se rendre aux élections de 2019, puisque ce mandat a pour beaucoup déjà été rempli au cours des deux dernières années par le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes dont le rapport devrait être déposé sous peu. Le Comité permanent a entendu moult témoignages, dont celui de [Mme Anita Huberman](#), directrice générale de la Chambre de commerce de Surrey, qui a plaidé en faveur d'un régime entièrement public d'assurance médicaments.

Solidarité santé souligne qu'à la fin mai 2016, c'est toute la [Chambre de Commerce de Colombie-Britannique](#) qui a pris position pour un régime d'assurance médicaments entièrement public. « Et elle l'a fait en recommandant spécifiquement d'éviter de copier le régime hybride québécois, ajoute le coordonnateur de la Coalition, Jacques Benoit, parce qu'un tel régime coûterait trop cher aux entreprises, ont-ils pris soin d'ajouter. Alors nous, à la Coalition, on se demande ce qu'attend le gouvernement du Québec pour agir, lui qui a répété à plusieurs reprises depuis son élection en 2014 vouloir s'occuper des *vraies affaires* », ajoute-t-il.

La Coalition rappelle que le gouvernement Couillard a déjà entre ses mains de nombreuses études démontrant qu'en rendant entièrement public notre régime hybride public-privé, le Québec pourrait générer des économies de plus de trois milliards de dollars par année dans ses finances publiques. « Selon le premier ministre Couillard, l'entente conclue récemment avec les médecins spécialistes va faire économiser trois milliards de dollars sur 10 ans, et que « c'est pas rien ». Bien là, on parle de trois milliards par année! Alors qu'attend-il?», demande M. Benoit.

La semaine dernière, la Coalition lançait un [dépliant](#) expliquant qu'épargner 3 milliards \$ chaque année au Québec permettrait de cesser les « coupures » dans l'ensemble de

nos services publics et de mieux financer nos soins de santé et nos services sociaux, nos écoles, etc.

« Le gouvernement du Québec n'a pas besoin d'attendre Ottawa pour agir, c'est dans son propre champ de compétence », dit encore Jacques Benoit. « Il peut le faire dès maintenant, et le prévoir dans son prochain budget pour l'année qui vient. »

La Coalition mène depuis deux ans la campagne « [le remède aux coupures, ça existe!](#) » que plus de 6 800 personnes ont appuyée par l'envoi d'une lettre à leur député.

À propos de la [Coalition solidarité santé](#).

-30-

SOURCE : Coalition solidarité santé
Renseignements : Jacques Benoit, Coalition solidarité santé,
Téléphone : 514 442-0577